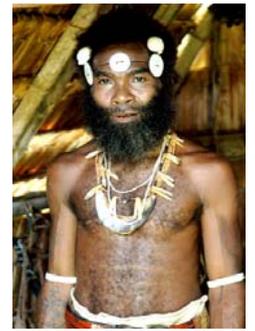


# ÎLES SALOMON



## Type de gouvernement :

**Monarchie parlementaire** (reconnait la reine d'Angleterre comme chef de l'État)



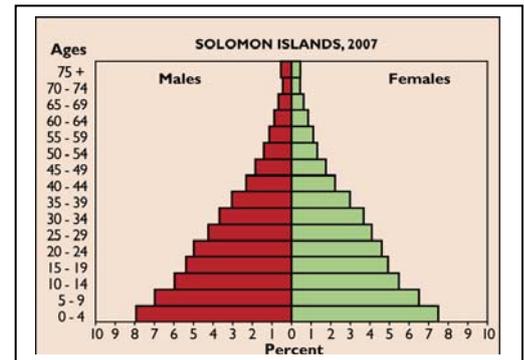
Un chef malaitais

## Tableau de bord

<b>Population : 535 000 hab. (2009)</b>	<b>Monnaie : dollar salomonais</b>
<b>Superficie : 28 500 km<sup>2</sup></b>	<b>PIB / hab. : 753 dollars US</b>
<b>Densité : 19 hab. / km<sup>2</sup></b>	<b>Taux de croissance (2007) : 10 %</b>
<b>Capitale : Honiara</b>	<b>IDH :</b>

Taux de natalité	35‰	Taux d'accr. de pop.	27‰
Taux de mortalité	8‰	Taux de mort. inf. (1999)	66‰
Solde migratoire	0	Espérance de vie	61

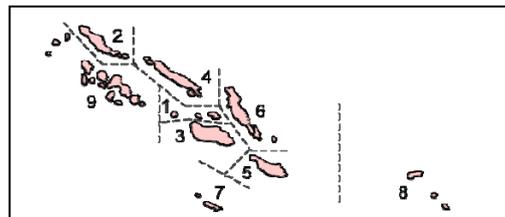
Données 2009 (sources croisées : CPS, Banque mondiale, Index mundi, OMS, FMI)



## Aperçu géographique



Les îles Salomon sont un archipel de 29 000 km<sup>2</sup> situé à l'est de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cet archipel se découpe en 9 provinces, chacune constituée de plusieurs îles. Il s'étend sur 1 500 km du nord au sud. À l'extrême nord, l'île de Bougainville fait géographiquement partie de l'archipel des îles Salomon, mais appartient à la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La capitale des Salomon est Honiara, située sur l'île de Guadalcanal.



Les neuf provinces : 1- Centrale – 2- Choiseul – 3- Guadalcanal – 4- Isabel – 5- Makira-Ulawa – 6- Malaita – 7- Renell et Bellona – 8- Temotu – 9- Occidentale (la capitale, Honiara, située sur l'île de Guadalcanal, est gouvernée séparément)

## Situation économique

Les Îles Salomon sont le pays le plus pauvre de la région Pacifique et présentent des indicateurs de développement humain de faible niveau. L'essentiel de l'économie repose sur l'agriculture de subsistance, sur la pêche et sur l'exploitation de la forêt. L'agriculture fournit quelques produits à l'exportation comme le coprah, le cacao et l'huile de palme. Dans le domaine de la pêche, une conserverie japonaise en joint venture a fermé ses portes en 2000 à cause des conflits ethniques et donc de l'insécurité. Elle a ré-ouvert depuis, sous capitaux locaux et exporte du thon en boîte vers les autres pays mélanésiens. On signalera au passage que Honiara est le siège de l'Agence des Pêches du Forum. La forêt quant à elle est dangereusement surexploitée par des firmes étrangères au pays. Depuis 1998, une firme australienne, la *Ross Mining of Australia*, commence à extraire de l'or sur Guadalcanal. D'autres gisements (or, zinc, nickel, chrome) existent également. Un faible tourisme vient compléter les maigres recettes du pays.

Le pays a beaucoup souffert de la guerre civile et doit aujourd'hui plus qu'hier s'en remettre à l'aide internationale (Australie, Nouvelle-Zélande, Union européenne, Japon, Taiwan...), même s'il semble aujourd'hui en nette reprise économique (10% de croissance en 2007). Il est aussi très vulnérable aux catastrophes naturelles (cyclones, tremblements de terre, volcanisme...).

## Vers l'indépendance

À la fin de la guerre, l'archipel est ravagé par les combats. Les plantations sont détruites et aucune indemnité de guerre n'est versée pour la reconstruction. Par contre, durant le conflit, l'économie du dollar a gagné le pays. Les Salomonais ont vu des GI noirs sembler avoir les mêmes droits que les blancs. Des idées anti-coloniales commencent à se développer autour d'un mouvement de contestation : le *Maasina Ruru* (transformé par l'occupant en *Marching Rule*). Mais les leaders du mouvement sont arrêtés en 1948 et le calme revient.

Dans les années 1950, les Anglais créent des Conseils locaux, puis un Conseil législatif et exécutif à l'échelle du pays. Les 15 membres du Conseil législatif et exécutif sont d'abord nommés par le Haut-Commissaire, puis progressivement élus par les membres des conseils locaux. La première élection nationale a lieu en 1964 (siège d'Honiara). En 1967, 14 des 15 sièges sont pourvus par des élections. Des élections ont lieu à nouveau en 1970, avec l'introduction d'une nouvelle constitution qui remplace le Conseil exécutif et législatif par un Conseil de gouvernement, ayant plus de prérogatives et permettant aux Salomonais de mieux participer à la vie locale aux côtés de l'administration coloniale. Une nouvelle constitution est votée en 1974 pour accroître encore les pouvoirs locaux et arriver à un statut proche de celui de Westminster avec un gouvernement conduit par un *Chief Minister*, une sorte de Premier ministre. Le premier Premier ministre a été Solomon Mamaloni.

À ce moment, l'Angleterre n'envisage pas d'accorder l'indépendance aux îles Salomon. Mais la crise économique mondiale qui éclate alors, et l'indépendance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée actée en 1975, vont précipiter les choses, alors que les Salomonais eux-mêmes n'y songent pas, mis à part une frange de l'élite d'Honiara. En 1975, le protectorat anglais des îles Salomon devient les îles Salomon. Le 2 janvier 1976, le pays accède au *self-government* et les Anglais poussent alors à une indépendance précipitée qui est accordée le 7 juillet 1978.

## Institutions et vie politique

### *Les institutions*

Les Salomon sont une monarchie parlementaire qui reconnaît la reine d'Angleterre comme chef de l'État. La reine est représentée par un gouverneur général choisi par le Parlement pour une durée de cinq ans. C'est le Premier ministre (qui gouverne le pays. Il est élu par le Parlement et nomme son gouvernement. Le Parlement est unicaméral. Il est composé de 50 membres élus pour 4 ans au suffrage universel (plus de 18 ans) dans des circonscriptions à siège unique. Il peut être renversé par une motion de censure. Le gouverneur général nomme le président de la Cour suprême sur conseil du Premier ministre et du leader de l'opposition. La plus haute instance judiciaire est le Conseil privé du Royaume-Uni.

### *La vie politique*

La vie politique aux îles Salomon est extrêmement agitée. L'instabilité gouvernementale dure depuis l'indépendance du pays. Les gouvernements se succèdent alors que la situation économique se dégrade et que la corruption et la violence s'installent. En fait, il y a autant de tendances politiques qu'il y a d'îles et les alliances se font et se défont plus en fonction des personnes que des idées ou des programmes. L'actuel Premier ministre est Derek Sikua, qui a remplacé Manasseh Sogavare en 2007.

**David Derek Sikua** (né en 1959) est l'actuel Premier ministre des îles Salomon. Il fait son entrée au Parlement en avril 2006, en tant que député de la circonscription de Guadalcanal Nord-Est. En mai, il devient ministre de l'Éducation et du Développement des ressources Humaines au sein du gouvernement dirigé par Manasseh Sogavare. En novembre 2007, il rejoint l'opposition dans un contexte de crise provoqué principalement par l'affaire Julian Moti et la dégradation des relations entre les îles Salomon et l'Australie. Le 13 décembre, Sogavare est démis de ses fonctions de Premier ministre par une motion de censure demandée par Sikua lui-même. Le 20 décembre, le Parlement élit Sikua pour le remplacer. Derek Sikua obtint 32 voix, contre 15 pour son adversaire Pateson Oti et devient officiellement Premier ministre le jour même.

## Les défis à relever

Les défis à relever sont nombreux pour les îles Salomon :

- lutter contre la pauvreté (le pays est le plus pauvre d'Océanie) ;
- maintenir l'unité nationale, ce qui est compliqué dans un archipel où chaque île a son histoire (comme au Vanuatu) et n'adhère pas vraiment à la construction de la nation. Par ailleurs, le pays se caractérise par un éclatement linguistique problématique. L'anglais, la langue officielle, n'est guère parlé correctement que par 1 à 2 % de la population, qui s'exprime plus volontiers en pidgin (proche du bislama du Vanuatu). Mais même le pidgin, qui est la langue véhiculaire, n'est parlé que par 60 % de la population. Il existe par ailleurs 74 autres langues aux Salomon.
- lutter contre la corruption ;
- veiller à protéger l'équilibre écologique, fortement menacé par la surexploitation forestière.

## Les aides

Les îles Salomon bénéficient d'aides directes de l'Australie (120 millions d'euros), de la Nouvelle-Zélande (13 M€), du Japon, de l'Union européenne et de Taiwan.

## DOSSIER

### La guerre civile aux îles Salomon

Une véritable guerre civile commence en 1999 après une longue période de tensions sur l'île de Guadalcanal, entre les habitants de l'île et de nouveaux venus arrivés de l'île voisine de Malaita. Il se crée une « Armée révolutionnaire de Guadalcanal » qui terrorise les Malaitais qui fuient vers la capitale Honiara et créent une *Malaita Eagle Force* (MEF). Le 5 juin, le MEF s'empare du gouvernement par la force et oblige le Premier ministre (Bartholomew Ulufa'alu) à démissionner. Le 30 juin, un nouveau Premier ministre est élu, Manasseh Sogavare, qui met en place une coalition nationale. Mais le désordre règne à nouveau sur Honiara et Guadalcanal et provoque le gel de l'économie. En 2003, le gouverneur général des Salomon lance une requête pour une aide internationale, requête soutenue par le vote unanime du Parlement.

Le 6 juillet 2003, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, proposent d'envoyer une force d'intervention commune de 300 policiers et de 2 000 soldats sur Honiara. Cette décision entraîne aussitôt une annonce de cessez-le-feu de la part du chef de guerre, responsable du Front de Libération de Guadalcanal, Harold Keke. Malgré ceci, la force internationale arrive sur Honiara en août. Elle a pour mission de rétablir l'ordre qui ne peut être assuré par une police corrompue. Harold Keke est arrêté.

Si l'ordre est alors à peu près rétabli, la situation politique demeure instable, d'autant que l'économie du pays est en grosse difficulté.

#### La mission d'assistance régionale pour les îles Salomon

Avant l'arrivée de la mission régionale d'assistance pour les îles Salomon (*Regional Assistance Mission to Solomon Islands*, ou RAMSI), le 23 juillet 2003, le fonctionnement de l'administration et des services était complètement grippé du fait des graves problèmes économiques et sociaux et de la corruption de nombreux fonctionnaires (dont les fonctionnaires de police), des militants et des politiciens. Toutefois, l'arrivée de la RAMSI a entraîné une prompte restauration de la loi et de l'ordre, une stabilisation des finances publiques et une croissance économique redevenue positive.

L'intervention de la RAMSI fut demandée par le gouvernement lui-même. Cependant, alors que la RAMSI arrive en phase 2 du redressement de l'économie, de la loi et de la justice, des politiciens au niveau de l'État et des régions, des homes d'affaires et des militants, tous poursuivis pour fraude, corruption, activités criminelles font tout pour mettre la RAMSI dehors. De fait, à la suite des conclusions du rapport d'un cabinet spécial, le Parlement a demandé en février 2005 à ce que la RAMSI s'en tienne au maintien de l'ordre et ne s'ingère plus dans les affaires économiques, judiciaires ou relevant de la réforme du secteur public

#### La situation politique

La situation politique dans le pays est assez instable jusqu'à aujourd'hui. De nombreux ministres sont en prison. Certains ont été reconnus coupables et condamnés. D'autres sont sous le coup d'enquêtes pour corruption et activités criminelles. De fait, un mouvement anti-gouvernemental fomenté par les personnes inculpées tente de faire renverser le gouvernement. Si le gouvernement était renversé, s'en serait fini de l'intervention de la RAMSI aux îles Salomon. Et cela signifierait que le pays retomberait dans le chaos.

Par ailleurs, on discute dans le pays d'une transformation de la Constitution, qui ferait évoluer le pays vers une structure fédérale. Cette idée n'est pas nouvelle. Elle est apparue dès l'indépendance du pays. De nombreuses campagnes d'information et de sensibilisation pour une structure fédérale sont organisées. Toutefois, l'île de Malaita, la plus peuplée, y est farouchement opposée et menace de faire sécession si les Salomon adoptaient un statut d'État fédéral.

*United Nations development program (UNDP)*



**En haut à gauche :** mai 2000. Un membre des MEF (*Malaita Eagle Force*) en patrouille dans les environs d'Honiara, deux semaines avant le coup d'État du 5 juin 2000. L'homme porte un gilet sur lequel on peut lire le slogan : « *if, God before us who can be against us* ».

Les tensions ethniques se sont amplifiées à la fin des années 1990. À cette époque, le *Isatabu Freedom Movement* (IFM) réclama des droits coutumiers sur des terres de l'île de Guadalcanal accaparées par des immigrants Malaitais. Ceux-ci, se sentant menacés, se regroupèrent dans une force de défense, les MEF, qui peit le pouvoir par la force le 5 juin (voir plus haut).

**Au centre et à droite :** le 23 août 2003, spectacle au stade de foot-ball d'Honiara. Les soldats australiens de la RAMSI, sous l'œil d'une foule solidaire, rassemblent les armes récupérées à la suite d'un cessez-le-feu, afin de les détruire.

Crédit photo : *Australian War Memorial*